

PORTUGAL : ENSEIGNANTS, PARENTS ET TOUTE LA POPULATION SE MOBILISENT POUR DÉFENDRE L'ÉCOLE PUBLIQUE

“CE COMBAT CONCERNE TOUTE LA SOCIÉTÉ”

Entretien avec Isabel Pires, membre de la direction du plus grand syndicat des enseignants portugais, le Syndicat des professeurs du Grand-Lisbonne (SPGL), et membre de la principale fédération syndicale de professeurs (la FENPROF).

Le 8 novembre dernier, 120 000 enseignants, sur les 140 000 que compte le Portugal, manifestaient à Lisbonne pour le retrait du nouveau statut public des enseignants, qui vise à les diviser en deux catégories, à imposer dans chaque établissement scolaire un directeur non enseignant nommé par le gouvernement, et qui s'oppose à l'embauche de 40 000 de leurs collègues. Manifestation et grève massive, appuyées sur l'unité de toute la profession, avec les deux fédérations syndicales CGT et UGT de l'enseignement. Le

lendemain, les fédérations décidaient de suspendre leur participation à la commission paritaire créée par le gouvernement pour élaborer et accompagner la mise en place du nouveau statut. « Toutes ces réformes que le gouvernement essaie d'imposer sont des mesures économiques qui mènent au démantèlement de l'école publique et à la privatisation de l'éducation », explique Isabel Pires, membre de la direction du plus grand syndicat des enseignants portugais, le Syndicat des professeurs du Grand-Lisbonne (SPGL) et membre également de la principale fédération syndicale de professeurs (la FEN-

PROF). Des questions qui, comme on le voit, ne concernent pas que le Portugal, pas plus qu'elles ne concernent uniquement que les professeurs, contrairement à ce que ne cesse de répéter le gouvernement Socrates (PS), pour qui « les réformes ne peuvent dépendre d'une corporation ». « Cette affirmation du gouvernement est “un disque rayé”, tout comme celle du ministre de l'Education, qui affirmait sans honte : “J'ai perdu le soutien des professeurs, mais j'ai gagné celui du pays” ». La population, au contraire, soutient massivement les enseignants, comme l'explique Isabel Pires, qui met en cause l'Union européenne,

dont toute la politique « vise essentiellement à réduire les charges des fonctions sociales de l'Etat, parmi lesquelles est incluse l'école publique ». La mobilisation massive des professeurs et des éducateurs portugais, fermant 95 % des écoles du pays, et leurs déclarations, comme celle de la plate-forme syndicale (intersyndicale), expriment la volonté de tous ceux qui défendent l'école publique. Comme l'affirmaient dans la manifestation de multiples banderoles et pancartes : « Comme ça, on ne peut enseigner ? Mentrez ! Laissez-nous être des enseignants. »

J.-P. RAFFI ■

“Ces mesures ne visent qu'à respecter le pacte de stabilité de l'Union européenne”

Une même politique imposée partout en Europe, comme l'explique Isabel Pires.

“**L**a réforme que veut nous imposer le gouvernement fait partie d'une offensive de l'Union européenne, dont le caractère vise essentiellement à réduire les charges des fonctions sociales de l'Etat, parmi lesquelles est incluse l'école publique.

Le gel de la progression de carrière a été imposé aux professeurs et à tous les fonctionnaires pendant vingt-huit mois, tout comme la division des professeurs entre “titulaires” et “professeurs”, pour que les deux



Isabel Pires.

tiers ne puissent aller au-delà du milieu de leur carrière ; ces mesures visent essentiellement à respecter le pacte de stabilité de l'Union européenne.

Ce sont des mesures qui sont contenues dans la loi de finances de l'Etat, afin de respecter les engagements vis-à-vis de Bruxelles.

Je pense aussi que les dirigeants syndicaux ne peuvent laisser au second plan la perte du lien avec l'Etat des fonctionnaires publics.

Il faut rappeler aux professeurs que, à partir de janvier, la nouvelle loi de la fonction



La manifestation du 8 novembre, à Lisbonne.

(AFP)

publique mettra un terme au fait que nous dépendions de l'Etat, et cela est valable pour tous les autres travailleurs de la fonction publique. Elle mettra fin à l'image du “fonctionnaire public”.

Seuls les sommets des corps spéciaux — justice, défense et sécurité, corps diplomatique — resteront au sein de l'Etat.

Tous ceux qui en dépendaient jusqu'ici auront dorénavant un contrat de travail à durée indéterminée, et les autres, ceux qui étaient des travailleurs ne dépendant pas de l'Etat, auront un contrat individuel de travail. Avec

cette loi, nous perdons une série de droits acquis et la stabilité de travail.

“Le Portugal est démantelé, avec des régions entières désertifiées”

Les mêmes critères économiques imposés par Bruxelles ont poussé le gouvernement à fermer des milliers d'écoles et d'autres services de l'Etat, dans le cadre de l'application du programme de restructuration de l'administration centrale de l'Etat (PRACE), un programme qui vise à liquider un tiers des services

centraux de l'Etat. Les populations se retrouvent sans écoles, sans services de santé de proximité, sans commissariats de police, sans tribunaux, etc.

En ce qui concerne les écoles, elles sont regroupées en des méga-regroupements, qui obligent les enfants à se déplacer sur de longues distances.

Le Portugal est démantelé, avec des régions entières désertifiées, avec une population vieillissante, sans production agricole ni industrielle, sans services publics, sans population active. Alors que toute la population se concentre dans une étroite bande littorale, avec des problèmes d'urbanisme et autres qui en découlent.

En même temps qu'ils imposent ces mesures pour liquider les services publics, ils attaquent le Code du travail de tous les travailleurs.

C'est pourquoi la CGTP a organisé des manifestations massives : 200 000 manifestants lors du sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union européenne, en octobre 2007.

Les travailleurs portugais n'acceptent pas la “flexicurité” ni la destruction des contrats collectifs, qui viennent aussi de Bruxelles. »

ISABEL PIRES ■

“Définir des stratégies d'action communes”

Une délégation de syndicalistes portugais sera présente à la rencontre européenne de février 2009.

Le fait que ces attaques contre l'école, les droits ouvriers, les services publics... sont toutes orchestrées par les institutions de l'Union européenne, cela n'appelle-t-il pas la recherche de réponses communes ?

Nous devrions avancer vers la recherche de solutions conjointes. Il est évident que chaque pays a ses propres caractéristiques, les luttes de ses travailleurs s'organisent en relation avec leur propre culture politique et organisationnelle. Mais cela ne signifie pas que les travailleurs — et, en particulier, leurs dirigeants syndicaux — ne doivent pas essayer de se retrouver pour tâcher de définir des stratégies d'action communes capables de vaincre ces plans antisociaux issus de l'Union européenne. En fait, nous avons besoin d'une autre Union européenne, une véritable union dans laquelle les gouvernements de chaque pays puissent mettre au point des politiques de coopération et d'échange, sur la base de la souveraineté de chaque peuple. Cela n'a rien à voir avec

l'Union européenne des banquiers et des grands capitalistes, qui est celle-ci et dont il faut sortir.

Tu as soutenu la délégation de syndicalistes européens à Bruxelles pour l'annulation des sentences de la Cour européenne de justice contre les syndicats de Finlande, de Suède et d'Allemagne. Un appel a été lancé à l'issue de cette délégation, conjointement avec l'Entente internationale des travailleurs et des peuples (EIT), pour une conférence européenne qui se tiendra les 6 et 7 février 2009, à Paris. Que penses-tu de cette initiative ?

Je suis d'accord. Au moment où les « grands » qui gouvernent le monde se réunissent pour rechercher les meilleures manières de maintenir leur domination, les travailleurs et les peuples doivent aussi se rencontrer pour leur répondre. Je considère que des syndicalistes portugais devront être présents à cette conférence, et, en ce qui me concerne, si cela est possible, j'y participerai. ■

Une question de démocratie et de civilisation

Les enjeux de leurs “réformes”.

“**T**OUTES les “réformes” que ce gouvernement

essaie d'imposer dans l'enseignement sont des mesures économiques qui mènent au démantèlement de l'école publique et à la privatisation de l'éducation, ne permettant l'accès à un enseignement de qualité qu'aux familles dotées de ressources économiques importantes, les familles sans ressources et socialement défavorisées se trouvant sans la possibilité de choisir une bonne école pour leurs enfants.

En ce qui concerne le nouveau modèle de gestion, celui des directeurs-recteurs, il met un terme à la vie démocratique dans les écoles, entraînant de sérieux risques dont il est important que les parents et la population soient conscients.

Ne pas permettre une telle destruction

Une école renfermée sur elle-même, où les avis des gens concernés ne sont pas pris en compte, devient une école hors du temps et de l'espace, faite par des mentalités acritiques formant des jeunes acritiques.

Un autre projet gouvernemental est la municipalisation de l'éducation, que nous combattons aussi.

Le système éducatif doit rester national, dans le respect des spécificités locales, mais jamais remis entre les mains de pouvoirs locaux avec l'ouverture à l'inégalité de traitement.

Notre combat consiste à ne pas permettre une telle destruction.

Stopper la réforme et gagner cette bataille, c'est garantir une école publique, comme cela est consigné dans la Constitution portugaise (*issue de la révolution des œillets de 1974 — NDT*), et non pas uniquement gagner sur les revendications des enseignants. »

I. P. ■